

En Syrie, les groupes proturcs font régner la terreur sur la « montagne des Kurdes »

Yann Pouzols :: 27/01/2025

Depuis la fin du mois de novembre, l'offensive est lancée. La Turquie, à travers les groupes de mercenaires syriens qu'elle contrôle, est passée à l'attaque contre les Forces démocratiques syriennes (FDS), un groupe majoritairement kurde et lié au PYD, parti syrien qui a lui-même des attaches avec la guérilla kurde en Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les FDS ont combattu puis vaincu les djihadistes de l'État islamique (EI), contrôlant ainsi de larges zones du territoire syrien, certaines majoritairement kurdes, d'autres majoritairement arabes. Alors que les groupes liés à Ankara piétinent sur les berges de l'Euphrate malgré le soutien aérien turc, la menace d'intervention directe de l'armée turque sur le sol syrien se précise, comme elle l'a déjà fait en 2018 et 2019.

Le président islamo-nationaliste Recep Tayyip Erdoğan espère pour cela convaincre Donald Trump, avec qui il entretient de très bonnes relations, de retirer les troupes américaines stationnées dans le nord-est de la Syrie en appui à la lutte contre l'État Islamique. Un tel retrait surviendrait alors que l'organisation djihadiste espère profiter d'un moment de chaos pour libérer les milliers de ses combattants emprisonnés.



Des combattants syriens soutenus par la Turquie lancent des roquette sur une position contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes de la région d'Afrin (Syrie). © Photo AFP

Le bilan des huit années d'occupation par la Turquie de la région kurde d'Afrin, conquise en 2018, est pourtant très sombre. Annexée de fait, la région est placée sous le contrôle du préfet de la région turque de Hatay, qui y inaugure de temps à autre des écoles en turc, une langue qu'aucun-e habitant-e ne parlait avant 2018. Les noms des rues ont également été turquifiés, et une place Recep-Tayyip-Erdoğan inaugurée dans le chef-lieu d'Afrin.

Bien que la région ait été à plus de 80 % peuplée de Kurdes avant 2018, la culture kurde, assimilée à l'administration du PYD, y est bannie. Symboliquement, la statue de Kawa le forgeron, personnage mythique, a été abattue dès le jour de la conquête de la ville. En mars 2023, quatre membres d'une même famille qui avaient tenté d'allumer le feu traditionnel de Newroz, le Nouvel An kurde, avaient été abattus par des membres d'Ahrar Al-Charkiya, une milice armée et financée par la Turquie, bien qu'elle compte [dans ses rangs des anciens djihadistes de l'État islamique](#).

« Plan de changement démographique »

« La montagne des Kurdes », comme est appelée cette petite région rurale et méditerranéenne, est aujourd'hui désertée de la plupart de ses habitantes et habitants originels. Plus de 350 000 personnes ont fui l'avancée de l'armée turque et de ses supplétifs. Les membres des groupes armés proturcs, regroupés dans l'Armée nationale syrienne (ANS), ont confisqué les logements laissés vacants, parfois pour eux-mêmes et pour leurs familles, parfois pour d'autres réfugiés ayant fui, eux, les régions alors tenues par le régime de Bachar al-Assad.

Ces groupes armés, davantage bandits que rebelles, sont opposés au régime de Bachar al-Assad mais, sous la tutelle turque, ont toujours concentré leurs attaques contre les forces kurdes plutôt que contre le régime de Damas. Ils recrutent parmi les populations arabes, mais aussi parmi la minorité turkmène du pays. Certains sont très proches du pouvoir turc, à l'image de la brigade Suleyman Shah, dont le chef, Muhammad al-Jassim, surnommé « Abu Amsha », se met régulièrement en scène sur les réseaux.

Ainsi lors de l'offensive en cours sur l'Euphrate, mais aussi à l'été 2024, dans les bureaux de Devlet Bahçeli, influent leader de l'extrême droite turque. Ou encore en vacances sur le bateau d'Alaattin Çakıcı, puissant parrain de la pègre turque et figure d'extrême droite, libéré de prison sur l'insistance de Devlet Bahçeli alors qu'il purgeait une peine pour divers crimes, notamment le meurtre de son ancienne femme.



Muhammad al-Jassim, surnommé « Abu Amsha », à droite sur les photos avec Alaattin Çakıcı (en haut) et Devlet Bahçeli (en bas). © Documents Mediapart

Les membres de ces groupes se voient attribuer une maigre solde par Ankara, ce qui a poussé certains à s'enrôler pour combattre en Libye et dans le Haut-Karabagh, moyennant un meilleur salaire. « *Ces groupes mal rémunérés vivent sur le pays en volant et en extorquant la population* », explique Patrick Kroker, avocat de l'ONG allemande European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR). [Ces groupes s'affrontent régulièrement entre eux](#), pour des enjeux de pouvoir et de partage du racket des populations civiles. La terreur qu'ils répandent a fait fuir les populations kurdes et les dissuade de revenir, « *ce qui permet à la Turquie de mettre en œuvre un plan de changement démographique de la population dans la zone* », dénonce Patrick Kroker.

Ils ont détruit notre cimetière, coupé nos arbres sacrés et installé une mosquée dans l'école, alors qu'il n'y a jamais eu de musulmans dans le village.

Y. A., activiste

Si les Kurdes dans leur ensemble sont victimes des exactions de ces groupes, deux catégories de population semblent particulièrement visées : les femmes et les membres de la minorité religieuse des yézidis. La région d'Afrin abrite historiquement de nombreux membres de cette minorité religieuse kurde.

« *Ils nous considèrent comme des infidèles, des gens à tuer pour gagner le paradis. Presque tout le village a fui quand ils sont arrivés en 2018* », explique Y. A., activiste ayant quitté Afrin en 2018 et qui compile depuis des rapports sur les violations des droits humains sur place. « *Ils ont volé les maisons et les champs de vignes et d'olives. Ils ont détruit notre cimetière, coupé nos arbres sacrés et installé une mosquée dans l'école alors qu'il n'y a jamais eu de musulmans dans le village* », poursuit-elle.

Les disparitions de femmes se sont aussi multipliées dans la région. La [chercheuse américaine Meghan Bodette](#) avait ainsi recensé cent cinquante disparitions entre 2018 et 2021. Une commission d'enquête des Nations unies [avait alerté dès 2020](#) sur des cas de viol de prisonnières, parfois devant d'autres prisonniers, dans les centres de détention tenus par les milices pro-turques. Les mariages forcés de jeunes filles avec des membres de ces groupes se multiplient également, rapporte l'ONG anglaise Ceasefire [dans son rapport de 2024](#).

Ces crimes, comme les autres, sont perpétrés dans une impunité quasi totale, Abu Amsha, le dirigeant de Suleyman Shah, ayant lui-même été accusé publiquement du viol de la veuve d'un de ses propres combattants, [sans pour autant être inquiété](#) ni avoir perdu son rôle au sein du groupe.

Plainte en Allemagne

Le pillage de sites archéologiques et le kidnapping contre rançon sont largement pratiqués par les groupes armés qui ont aussi fait main basse sur le trésor d'Afrin : les olives. La région est mondialement réputée pour ses olives, dont l'huile était abondamment utilisée dans les célèbres savons d'Alep. *« Il y avait 18 millions d'oliviers à Afrin, pour une production d'une valeur comprise entre 150 et 200 millions de dollars selon les années »*, explique Çeleng Omer, ancien professeur d'économie à l'université d'Afrin, désormais réfugié dans le nord-est du pays.

« Les groupes armés exigent que les propriétaires leur versent entre 2 et 8 dollars par arbre, puis confisquent une partie de la production, dénonce-t-il. Il y avait 295 pressoirs dans la région. La plupart ont été pillés, démantelés et envoyés en Turquie. Il en reste 125, et leurs propriétaires doivent payer pour pouvoir les utiliser. » Ces groupes ont le monopole sur l'exportation de l'huile d'olive, qui est envoyée vers la Turquie, puis exportée vers l'Europe ou les États-Unis, en étant présentée comme « made in Turkey ».



Des rebelles syriens soutenus par la Turquie détruisent une statue de "Kawa", le forgeron, personnage central d'une légende kurde à Afrin le 18 mars 2018. © Photo Bulent Kilic / AFP

« Les membres de la faction "Faylaq Al-Majd" qui contrôlent mon village nous ont demandé de payer 1 000 dollars sous peine de confisquer notre champ de cinquante arbres », témoigne B., 45 ans, réfugié dans la ville de Hassakeh. Il estime néanmoins avoir échappé au pire : « J'avais un ami, Alike, du village de Maidanki, qui a été battu à mort par des colons venus de la ville de Homs après leur avoir demandé de ne pas faire paître leurs moutons sur sa propriété. Ils n'ont pas été poursuivis. »

L'ONG allemande ECCHR, qui est déjà parvenue en 2020 à faire condamner deux officiers du régime d'Assad devant un tribunal allemand pour des actes de torture, a déposé en janvier 2024 une nouvelle plainte contre plusieurs groupes pro-turcs actifs à Afrin. Établie en partenariat avec l'ONG syrienne basée en France Syrians for Truth and Justice, la plainte pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité repose sur les témoignages de quatre victimes originaires d'Afrin et porte sur des faits de viol, de torture, de vol et d'extorsion.

« Comparés aux autres crimes commis en Syrie, ceux qui ont lieu à Afrin depuis 2018 se produisent dans un silence assourdissant », peste Patrick Kroker. L'avocat dénonce cette impunité, liée selon lui au rôle de la Turquie – à la fois employeur de ces milices et membre de l'Otan, candidate à l'Union européenne et partenaire incontournable des Européens sur le sujet des migrations. Son rôle géopolitique s'est trouvé décuplé ces dernières années avec les guerres en Ukraine et au Proche-Orient, et plus récemment encore davantage avec la chute du régime d'Assad.

Rapport de force géopolitique

Alors que des membres de l'État islamique ou du régime Assad ont été poursuivis – et pour certains condamnés – pour leurs crimes en Syrie, les milices de l'Armée nationale syrienne bénéficieraient d'une forme d'impunité accordée par leur puissant parrain turc. « *Ce genre de deux poids deux mesures est très dangereux pour la crédibilité et l'avenir de la justice internationale* », met en garde l'avocat.

Aujourd'hui, le sort des réfugié-es d'Afrin reste incertain, et lié au rapport de force géopolitique local et international. Le nouveau maître de Damas, l'islamiste Ahmed al-Charaa, a depuis le début de son offensive victorieuse fin novembre pris garde de ne jamais s'attaquer aux Forces démocratiques syriennes. Une stratégie qui lui a permis notamment de prendre Alep rapidement et de ne pas diviser ses forces. Malgré les exhortations de la Turquie, qui tente de le convaincre de lancer contre eux une opération militaire, il a entamé des négociations avec les FDS.

[La Turquie profite de la chute d'Alep pour combattre les forces kurdes](#)

4 décembre 2024

Peu après son arrivée au pouvoir, il a promis d'aider les réfugié-es d'Afrin à regagner leurs terres. « *Espérons que ce ne sont pas que des paroles en l'air, mais le problème est qu'il n'a aucune autorité sur les milices proturques d'Afrin et qu'elles se fichent de ce qu'il peut bien dire* », considère l'économiste en exil Çeleng Omer.

Désormais, l'offensive des groupes proturcs et la possibilité d'une intervention militaire de la Turquie inquiètent fortement les réfugié-es d'Afrin comme les populations locales. « *Il est à craindre que les mêmes comportements se répètent dans les zones qui pourraient être nouvellement conquises* », met en garde l'avocat Patrick Kroker. Les précédentes offensives de 2018 et 2019 avaient valu de timides sanctions contre Ankara, plusieurs pays européens décidant d'un embargo sur les ventes d'armes, levé depuis.

Malgré ses menaces d'intervention, la Turquie semble cette fois-ci être perçue en Europe avec bien plus de mansuétude. L'Allemagne a ainsi passé en octobre avec Ankara son plus gros contrat de vente d'armes depuis vingt ans, pour un montant de 230 millions d'euros. Quant au gendre de Recep Tayyip Erdoğan, Selçuk Bayraktar, dont les drones armés sont utilisés quotidiennement pour les bombardements sur le nord syrien, il vient d'acquérir – pour un montant tenu secret – l'historique constructeur aéronautique italien Piaggio Aerospace.